



ENGAGÉES AU QUOTIDIEN

Chères-s collègues.

Nous vous avons informé régulièrement des enjeux de la réforme territoriale "Métropole Grand Paris" souhaitée par le président de la république.

Si nous sommes toujours dans l'attente de la décision de Son Altesse Sérénissime Jupiter (qui sait tout, qui a déjà inventé le fil à disrupter le beurre et le non-droit du travail), la presse, la semaine dernière, indiquait que le gouvernement avait tranché: les trois départements de la petite couronne seraient supprimés et fondus dans les onze territoires du Grand Paris. Pour la Seine-Saint-Denis, sont donc concernés les territoires de Plaine Commune, Est Ensemble, Terre d'Envol et Grand-Paris-Grand-Est.



Si cette réforme était décidée en l'état, ce serait sans concertation, sans débat avec la population, les syndicats, les élus et sans bilan de l'existant. D'autres choix sont pourtant possibles. Un rapport de la Cour des comptes sur le sujet propose par exemple deux scénarios d'organisation avec dans les deux cas le maintien des départements. La décision du Gouvernement tient plus du tripatouillage politicien que du souci d'organiser au mieux les services publics sur la région parisienne.

La FSU revendique un bilan des premières étapes de la réforme territoriale en partant de l'analyse des besoins sociaux pour déterminer l'avenir des services publics et de ses agents. Notre syndicat est conscient des limites de l'organisation actuelle mais considère que la disparition du Département et son évaporation dans les quatre territoires est la pire des solutions, qui ne fera qu'aggraver les choses.

Nos missions ne peuvent être saucissonnées sans conséquences désastreuses pour les usagers. On ne peut diviser en quatre la protection de l'enfance, la PMI, les missions du service social, la MDPH, les collègues, tous les services supports, sans parler des crèches dont les autres collectivités ne veulent pas assumer le fonctionnement. Pour les missions non obligatoires comme le sport, la culture, le dépistage des maladies infectieuses, c'est une disparition pure et simple qui est programmée

Comme nos camarades FSU du 92 et du 94, nous appelons tous les agents de notre Département à participer aux différentes mobilisations contre la réforme territoriale qui s'annonce.

Notre appel vise à défendre nos missions de service public et non la politique de restriction de notre président Stéphane Troussel, que nous combattons et que nous continuerons de combattre tant qu'il ne comprendra pas que les services publics départementaux ont besoin de moyens et de volonté politique, aujourd'hui comme demain. C'est dans cet état d'esprit que nous serons présents à la "Journée sans Département" du 7 février.

Nous proposons à l'ensemble des agents du CD 93 de participer à un débat sur

la Métropole Grand Paris le :

14 Février de 10h30 à 12h

à Bobigny

Bâtiment Européen 3

salle des conférences

1 heure d'information syndicale a été déposée de 10h30 à 11h30 pour vous permettre de participer.

Salutations syndicales et à bientôt



La FSU TERRITORIALE
Section Conseil Départemental
Immeuble Erik Satie
93006 Bobigny cedex
Tel: 01.43.93.91.88 ou 91.72
Fax: 01.43.93.91.89